

Fiche

L'émergence d'un certain nombre de pays du Sud tend à faire oublier que nombreux sont encore les pays marqués par une grande pauvreté. Ce sont les pays les moins avancés (PMA).

I. Qu'est-ce qu'un PMA ?

- L'ONU dénombre 48 pays les moins avancés (PMA), localisés pour l'essentiel en **Afrique subsaharienne** (33 pays : Mali, Tchad, Éthiopie, République démocratique du Congo — RDC —, etc.), en **Asie du Sud** (14 pays : Afghanistan, Myanmar, Laos, etc.) et en **Amérique** (1 pays : Haïti).
- Les PMA sont d'abord définis par leur **grande pauvreté**. Une grande partie de la population (80 % au Burundi, 84 % au Libéria, 88 % en Tanzanie) vit **en dessous du seuil de pauvreté** tel que défini par l'ONU (moins de 1,25 \$ par jour).
- Avec un **revenu moyen par personne inférieur à 745 \$ par an** (320 \$ au Libéria, 291 \$ en RDC, 176 \$ au Zimbabwe), la pauvreté des PMA **impacte fortement leur indice de développement humain (IDH)**. Il est inférieur à 0,470 mais peut descendre très bas : 0,309 au Mali, 0,261 au Niger, 0,239 en RDC, 0,140 au Zimbabwe, un pays en état de catastrophe humanitaire.
- L'**espérance de vie**, qui dépasse 80 ans dans les pays développés, tombe à 48 ans au Nigéria ou en Angola, à 46 ans au Lesotho, à moins de 45 ans en Afghanistan. Le **risque de mourir en couche** est de 1/16 dans les PMA, contre 1 sur 3 500 en Amérique du Nord par exemple. D'ailleurs, les principales causes de mortalité témoignent de la **faiblesse des systèmes de santé** : paludisme, sida, voire malnutrition. 58 % de la population est sous-alimentée à Haïti, 63 % au Burundi, 75 % en RDC.
- Pourtant, l'**IDH des PMA évolue positivement** : son taux de croissance annuel moyen entre 1980 et 2010 a été de + 1,44 %, et même de + 1,72 % par an entre 2000 et 2010.
- Les PMA sont tous des **pays à économie fragile**, encore fondamentalement agricole, avec une population rurale souvent majoritaire (83 % au Niger, 85 % au Rwanda, 89 % au Burundi). Les exportations sont souvent faiblement diversifiées, rendant ainsi le pays dépendant des cours mondiaux pour ses recettes en devises.
- Enfin, la plupart des PMA sont en situation de **crise politique** plus ou moins grave, plus ou moins structurelle. Les régimes en place sont souvent des régimes autoritaires et la corruption y est générale, ruinant toute tentative de développement autonome. Ces pays sont parfois en état de **guerre civile**, ou de **conflit frontalier**, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

II. Une insertion incomplète et dominée dans la mondialisation

Les PMA sont **les pays les moins bien insérés dans la mondialisation**, ce qui explique en partie leur retard de développement. De plus, leur insertion est le plus souvent incomplète et dominée.

- Ce sont essentiellement **des pays exportateurs de matières premières brutes, souvent non transformées**, ce qui laisse la plus grande part de la valeur ajoutée aux acheteurs qui transforment ces matières premières en produits intermédiaires ou finis. Cela explique, qu'en valeur, les exportations des PMA ne représentent que 1 % des exportations mondiales.
- Les produits exportés sont typiquement :
 - des **matières premières agricoles** (bois au Libéria, café au Burundi, cacao en Côte d'Ivoire, coton au Mali, etc.) ;
 - des **matières premières énergétiques** (pétrole au Soudan ou en Angola, gaz naturel au Myanmar, uranium au Niger, etc.) ;
 - des **matières premières minières** (bauxite en Guinée, cuivre en Zambie, diamants en RDC, platine au Zimbabwe, etc.).
- À l'inverse, **les PMA importent des produits manufacturés**, à plus forte valeur ajoutée : les termes de l'échange sont donc en leur défaveur. Par ailleurs, les 2/3 des PMA importent plus de **denrées alimentaires** qu'ils n'en exportent, du fait de l'incapacité des agricultures à nourrir les populations, souvent en forte croissance.
- Les **investissements directs étrangers** restent modestes, et surtout **concentrés sur l'exploitation des matières premières locales**, souvent exportées brutes, ou après une première transformation (souvent polluante) sur place. D'ailleurs, ces IDE modestes sont également fluctuants, car la plupart des PMA comportent des « risques pays » importants : guerre civile ou étrangère, troubles politiques, crise économique, etc.
- Les PMA sont donc souvent en difficulté financière, donc souvent endettés, même si les créanciers effacent parfois tout ou partie de leur dette. L'**aide publique au développement** en provenance des pays riches et, de plus en plus, des pays émergents est souvent vitale pour des États dont les ressources sont dramatiquement faibles. Les flux financiers de l'aide au développement vers les PMA ont représenté environ 30 milliards de dollars par an ces dernières années.

III. Des améliorations inégales mais réelles

Toutefois, les PMA ont connu **une certaine amélioration** dans la dernière décennie. Dans les années 2000-2010, la croissance économique des PMA a, en effet, été supérieure à celle du reste du monde. Les niveaux d'endettement et de pauvreté ont diminué, les infrastructures se sont globalement améliorées, les marchés intérieurs sensiblement développés. Les maux les plus criants en matière de santé, de chômage, d'analphabétisme ont été réduits. Le domaine politique n'est pas en reste : depuis 2001, le niveau de crise et de conflictualité dans les PMA a drastiquement diminué. Des évolutions notables ont également eu lieu sur les questions de gouvernance.

- Certes, **ces progrès ne sont pas généraux** : les parties des territoires touchées par les améliorations sont celles qui sont le plus en contact avec le reste du monde, comme les grandes régions métropolitaines ; les zones rurales reculées et enclavées demeurent dans une situation dramatique. Sur le plan social, le développement de vraies classes moyennes est une réalité, mais le processus est moins rapide et moins profond que dans les autres pays en développement.